

Analyses 2008



Internationalisation des FARC :

Une aubaine pour le Brésil,
puissance montante

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement

Internationalisation des FARC : une aubaine pour le Brésil, puissance montante

La crise régionale qui secoue l'Amérique latine depuis l'incursion de l'armée colombienne en territoire équatorien le 1^{er} mars 2008 est encore loin d'être apaisée. Derrière cette crise diplomatique surmédiatisée, se dessinent les véritables enjeux stratégiques qui traversent le continent. En effet, à la faveur d'un basculement à gauche qui s'est opéré progressivement ces dernières années en Amérique latine, de nombreux pays, emmenés par le Brésil, se positionnent désormais en faveur d'une intégration accrue du continent, détachée des Etats-Unis. Face à eux, la Colombie s'isole; elle qui ne peut se passer du grand frère américain, allié de choix dans sa lutte contre la guérilla marxiste des FARC.

Les *Forces Armées révolutionnaires de Colombie (FARC)* sont une des guérillas les plus anciennes au monde. Installés dans l'épaisse jungle colombienne depuis 1966, les insurgés marxistes, menés par Manuel Marulanda, causent de nombreux soucis au gouvernement d'Alvaro Uribe. Celui-ci a choisi de mener une politique autoritaire pour les combattre. Il peut compter sur l'appui des Etats-Unis qui lui fournissent une aide financière et militaire dans le cadre du *Plan Colombie*, au nom de leur devoir d'ingérence dans la lutte anti-drogue et contre le terrorisme. Ce programme vise à éradiquer le trafic de cocaïne dont les guérilleros tirent profit pour mener leurs actions.

Face aux 3 300 millions de dollars¹ de dépenses militaires engagées chaque année par le gouvernement colombien, les FARC ont dû concéder du terrain. Ainsi, leur effectif est passé de 17 000 à 9 000 combattants et de nombreux fronts ont disparu ces cinq dernières années. Pour se réfugier, ils ont donc dû progressivement se replier en territoires vénézuéliens et équatoriens, avec pour effet l'internationalisation du conflit colombien.

Ce n'est pas la première fois que l'Equateur dénonce une incursion sur son territoire venant de sa frontière nord qu'il partage avec la Colombie. Outre les militaires colombiens, nombreux sont les narcotrafiquants et guérilleros à passer la frontière pour se ravitailler. Ainsi, pour protester contre ces violations récurrentes de sa souveraineté, l'Equateur avait rompu ses relations diplomatiques avec la Colombie de décembre 2005 à avril 2006. Le 1^{er} mars dernier, c'est l'armée colombienne qui a dépassé le cadre de la légalité en entrant dans le territoire équatorien pour y éliminer Raul Reyes, un des leaders des FARC. Par la suite la Colombie a admis avoir tué dans l'opération un citoyen équatorien. Ce dommage collatéral a provoqué la colère du Président équatorien Rafael Correa, qui a demandé une intervention plus ferme de la part de l'Organisation des Etats d'Amérique (OEA).

De l'autre côté de la frontière, les FARC se sentent plus à l'aise. Le Venezuela et l'Equateur ont en effet montré dernièrement une réelle volonté de dialoguer avec eux. Le Président vénézuélien Hugo Chavez, non content d'être le principal acteur dans la libération de plusieurs otages aux mains de la guérilla, s'est également déclaré favorable à enlever l'étiquette de « terroristes » collée aux FARC, estimant que « *la lutte armée ne résout rien* ». En outre, il est clair que les deux Présidents affichent une proximité idéologique avec la

¹ Chiffre infographie CIA Facebook, IISS, AFP publiée sur le site <http://www.lemonde.fr>

guérilla marxiste. Ces signes d'ouverture ont provoqué l'ire du Président Uribe qui n'a jamais privilégié cette option et accuse ainsi ces deux pays d'entretenir des relations amicales avec le mouvement de Marulanda.

Le sommet du *Groupe de Rio*² du 7 mars 2008 a permis d'assister à une réconciliation spectaculaire entre les trois protagonistes vénézuélien, colombien et équatorien. Même si le conflit n'est toujours pas résolu, il reste que la multiplication des contacts diplomatiques entrepris par les différents Etats sud-américains afin de trouver une issue raisonnée et pacifique au conflit a impressionné la Communauté internationale. Celle-ci est toujours en attente de voir les premiers résultats concrets du tournant à gauche opéré par le continent ces dernières années.

L'OEA a également joué un rôle de médiateur primordial par son attitude équilibrée. Cette organisation, encore considérée il y a vingt ans comme l'instrument politique des Etats-Unis dans la région, a pu gagner en crédibilité lors de cette crise. L'Argentine, le Chili et le Brésil ont été les moteurs de cet élan diplomatique sans précédent qui a vu un risque de guerre régional s'apaiser en à peine quelques jours. Pourtant, selon Olivier Dabène, chercheur à l'Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes à Paris, « *une totale pacification des relations interétatiques dans la région est impossible* »³.

Si la discorde est grande entre l'Equateur et la Colombie, la situation est autrement plus délicate entre cette dernière et son voisin vénézuélien. Hugo Chavez n'accepte pas l'alliance entre les Etats-Unis et le gouvernement d'Uribe, et voit d'un mauvais œil la perspective d'un accord de libre-échange entre ces deux pays. Dès lors, il n'y a aucune surprise à voir le Président vénézuélien souffler sur les braises du conflit frontalier. « *On est dans une situation de mini-guerre froide dans les Andes* », selon Olivier Dabène, qui voit la Colombie isolée face à une région andine résolument progressiste (Correa en Equateur, Morales en Bolivie, et Chavez au Venezuela). La rivalité entre les gouvernements Chavez et Uribe est profonde, créant ainsi une bipolarisation de la sphère politique latino-américaine. La diplomatie nord-américaine n'est donc pas étrangère à ces tensions.

Le Venezuela et la Colombie sont d'ailleurs déjà des partenaires commerciaux privilégiés, et sont, à ce titre, interdépendants. Chavez, idéaliste ou farfelu, ne croit donc pas à cette rivalité. Par provocation, il n'hésite pas à prendre comme référence dans ses discours le projet bolivarien de « Grande Colombie »⁴ (comprenant le Venezuela, l'Equateur, le Panama et la Colombie). Ce rêve se traduit de manière très pragmatique par son projet de *l'Alternative bolivarienne pour les Amériques* (ALBA), qui constitue une tentative d'intégration régionale échappant à la logique du marché⁵.

² Le groupe de Rio est né en 1986 et a toujours travaillé de concert avec l'OEA. Il œuvre à régler les différends diplomatiques entre les Etats du continent sud-américain. Il existe donc par cette initiative la volonté de fonder une diplomatie émancipée de la tutelle des Etats-Unis, au bénéfice des intérêts communs de l'Amérique latine.

³ « Colombie, Equateur, Venezuela. Paix impossible, guerre improbable », Olivier Dabène, Site internet de l'OPALC (Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes) - www.opalc.org.

⁴ En 1819, Simon Bolivar, à la suite de la déroute espagnole, fut élu Président de la « République de Colombie », ou « Grande Colombie », et dirigea ce vaste territoire. En 1824, il envisagea même la création de la Ligue des Nations de l'Amérique latine, sans connaître de succès. La « Grande Colombie » fut démembrée en 1829, sous la pression des luttes de pouvoir entre chefs locaux.

⁵ Il s'agit de s'appuyer sur des mécanismes de compensation pour corriger les différences de niveau de développement entre les pays partenaires. Ainsi, on tend à réduire les asymétries entre les Etats.

Plus que tout autre pays, le Brésil a intérêt à voir les relations entre le Venezuela et la Colombie se pacifier. Le Brésil aspire à devenir une grande puissance internationale, et il se doit donc de faire régner l'ordre au sein de sa propre sphère d'influence.

Ainsi, il se pose en contrepoids aux Etats-Unis, notamment en favorisant les marchés intégrés du Mercosur⁶ et de la Communauté sud-américaine des Nations⁷. Il apporte également son soutien à l'ALBA. Le projet de Zone de libre-échange des Amériques proposé par les Etats-Unis est donc désormais mis de côté, au profit d'accords commerciaux plus adaptés à la situation sociale du continent sud-américain encore rongé par une très grande pauvreté. Le continent veut croire à la possibilité d'assurer son propre développement. Le but est de s'affranchir de la tutelle nord-américaine pour protéger les économies des conséquences négatives de la mondialisation. Mais pour cela, il faut être unifié. Les accords commerciaux bilatéraux signés ces dernières années par les Etats-Unis avec le Chili, le Pérou, l'Uruguay et la Colombie contrecarrent les plans établis par le Brésil.

Face à la contre-attaque du gouvernement Bush, le Brésil s'efforce de se poser en médiateur entre les gouvernements au pouvoir en Amérique latine. Ainsi, la force diplomatique qui s'est déchaînée à l'occasion de la crise diplomatique entre la Colombie, l'Equateur et le Venezuela a permis au Brésil de réaffirmer son rôle de leader du continent, qu'il dispute au Venezuela d'Hugo Chavez. Ainsi, profitant de la vague médiatique, le Président brésilien Lula a proposé la création d'un Conseil de sécurité régional, que l'on peut comparer à un « OTAN sud-américain », ce qui prouve « *une nouvelle fois que l'Amérique du Sud progressiste veut pouvoir agir en toute indépendance* »⁸.

Cette initiative viendrait s'ajouter à d'autres projets favorisant une intégration continentale socialement responsable et soucieuse du bien-être de ses peuples d'ores et déjà mis en route. La liste est longue : *Petrosur* et *Petrocaribe* (grandes compagnies pétrolières sud-américaines), *Telesur* (chaîne de télévision offrant un contenu différent des télévisions privées sous influence nord-américaine), la *Banque du Sud* (alternative à la Banque Mondiale et au FMI), la construction d'un gazoduc continental, ainsi que diverses coopérations en matière de santé.

Justice et Paix, en tant que mouvement de promotion de la paix et de défense des Droits humains, se félicite de la volonté affichée de créer en Amérique latine une alliance politique ainsi qu'un système économique affranchis des institutions financières classiques que sont le FMI et la Banque Mondiale (bien connues pour les conséquences désastreuses que leur politique provoque sur la population). Nous espérons que les principaux dirigeants politiques qui sont les moteurs de cette initiative globale pourront respecter leurs engagements à mettre l'humain au centre des échanges commerciaux, et de rendre ainsi les flux économiques plus éthiques; œuvrant à l'amélioration des conditions de vie de la population latino-américaine.

Mais le Brésil est bien conscient qu'une alliance politique et économique n'est pas suffisante. Ainsi, l'idée de créer un bras armé pour compléter cette stratégie n'est pas étonnante. Mais pourquoi le calquer sur l'OTAN et s'inspirer donc du modèle occidental qui a privilégié ce système de défense militaire pour sécuriser ses flux commerciaux, empreints de

⁶ Marché commun sud-américain qui rassemble le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, et l'Uruguay. La Bolivie, le Chili, le Pérou, l'Equateur, le Venezuela et la Colombie sont des pays associés.

⁷ Fusion du *Mercosur* et du *Pacte andin*, elle comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Equateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela.

⁸ « Lula veut créer l'Otan sud-américain », *Le Soir*, mercredi 26 mars 2008

néolibéralisme ? Et si cette initiative démontrait la réelle volonté de Lula : faire de l'Amérique latine un acteur géopolitique incontournable, économiquement et politiquement, avec comme seul objectif de positionner le continent face aux autres puissances mondiales ? Et est-ce la première étape avant l'obtention d'un siège de membre permanent (ayant à ce titre le droit de veto) au Conseil de sécurité des Nations unies pour le continent, et partant, pour le Brésil ?

L'Amérique latine pourrait au contraire devenir une pionnière en constituant un organe régional humaniste au service de la paix, une sorte de *Conseil des Droits de l'Homme et de la Paix*. L'instrument civil serait ainsi prépondérant, et des moyens militaires limités ne viendraient que compléter ce dispositif au service d'une paix durable.

Tout est à inventer, et l'Amérique latine a la capacité de devenir un modèle pour la paix face aux grandes puissances mondiales qui privilégient la concurrence économique et la force militaire.

Avril 2008
Santiago Fischer
Chargé de Projets à Justice et Paix